

SE RÉAPPROPRIER ENSEMBLE L'AVENIR DE NOTRE MONDE



# ATTAC-LIÈGE

Trimestriel de liaison et d'information du groupe Attac-Liège (asbl) • n° 77 • Juin-Juillet 2014

**attac**

Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens

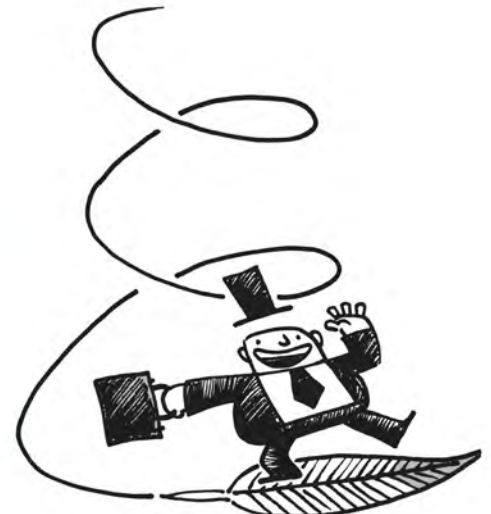
Belgique -Belgie  
P.P.  
40-49 LIÈGE X  
P 204082



*Être libre, ce n'est pas seulement se débarrasser de ses chaînes ;  
c'est vivre d'une façon qui respecte et renforce la liberté des autres.*

Nelson Mandela

Illustration de Titom, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd2.0.be



IMPÔTS SUR  
LES REVENUS  
DU CAPITAL



## Nos rendez-vous

Samedi 24 mai 14-17 h, Majo Hansotte (salle Wittert)  
Mardi 24 juin, 19 h. Aquilone, Arnaud Zacharie et souper d'avant l'été



## Attac-Liège

Centre liégeois du Beau-Mur,  
Rue du Beau Mur, 48  
4030 Liège  
Tél : 04 349 19 02  
info@liege.attac.be  
[www.local.attac.org/liege](http://www.local.attac.org/liege)

### Cotisations

- 7,5 euros pour les étudiants, chômeurs, temps partiels, retraités (ou 1,25 euros/deux mois\*)
  - 15 euros pour les actifs (ou 1,25 euros par mois\*)
  - 30 euros pour les associations (ou 2,5 euros par mois\*)
- \* si vous optez pour l'ordre permanent

Compte bancaire  
N° BE70 0013 3246 2425

### Théâtre-Action : une honnête proposition

Vous avez envie de crier, de chanter ou de danser votre colère, votre révolte, vos questions, sur la société qui vous est imposée ? Rejoignez-nous, venez créer un spectacle avec nous ! Inscrivez-vous: nous devons être au moins une vingtaine  
Début du travail : octobre 2014

## Laisser faire laisser passer ?

**A**llons, nous aurions tort de bouder notre plaisir. D'abord, l'été nous est revenu un bon mois en avance. Et puis le Standard a gagné vendredi soir. Bon, plus sérieusement, est-ce que le Parlement européen n'a pas interdit la distribution de sacs en plastique ? Ça doit faire plaisir aux cétacés. Les petits potagers se multiplient, en ville comme à la campagne ; les groupes d'achat en commun qui combinent circuit court et démarche collective sont eux aussi de plus en plus nombreux. Les banques ? Aujourd'hui c'est à laquelle sera la plus petite, la plus proche de ses clients (pendant combien de temps avons-nous subi la publicité de «beobank», en fait le nouveau nom de citybank ?) Une attitude de plus en plus critique envers les dettes contractées en notre nom et qui ne font que pallier minablement un système fiscal encourageant la fraude et creusant les inégalités. Bref, des prises de conscience diverses. Ce n'est pas pour rien que désormais tous les grands partis font campagne sur la réforme fiscale et répètent à qui mieux mieux que le travail est trop taxé et qu'il faut protéger les petits revenus.

Mais pouvons-nous parler d'un large mouvement populaire ? Hélas non. Vous avez vu le taux de popularité de Maggie De Block ?

Pouvons-nous même nous dire que nous avons et allons garder de bons réseaux de services publics et une solide sécurité sociale ? Hélas non. Une des informations catastrophées de ce 3 mai, c'est que les hôpitaux sont au bord de la faillite. Depuis quand un hôpital doit-il être rentable ? N'est-ce pas là une contradiction dans les termes ? Alors que la nécessité de réglementations assurant d'une part la protection sociale et d'autre part la protection de l'environnement est plus évidente que jamais, alors qu'il est manifeste que des services pu-

blics efficaces sont le meilleur moyen de donner à tous un accès garanti à des biens communs (qui, comme l'indique l'adjectif, sont nos biens à tous, sans distinction), l'Union européenne négocie dans la plus grande discrétion des accords de partenariat sur le commerce et les investissements avec le Canada et les États-Unis, des accords séparés mais procédant d'une même logique, inspirés par les mêmes lobbys, débouchant sur les mêmes conséquences calamiteuses qu'il est déjà amplement possible de constater en Amérique du Nord après plus de 20 ans d'ALENA. Le principe de base, c'est de supprimer tous les obstacles possibles aux investissements juteux – par exemple, l'exploitation du gaz de schiste, par exemple l'exportation de poulets lavés au chlore, par exemple la généralisation de cultures d'OGM. Et si les pouvoirs publics maintiennent des règlements qui correspondent en fait à un principe de précaution élémentaire, ils sont attaqués en justice, mais pas devant un tribunal en bonne et due forme, avec possibilité d'appel, magistrats indépendants, etc., non devant des juridictions ad hoc constituées d'avocats d'affaires, aux décisions immédiatement applicables. Pour en savoir plus, les textes et les sites ne manquent pas ; nous vous recommandons la lecture du dernier livre de Raoul Marc Jennar, *Le Grand Marché transatlantique : La menace sur les peuples d'Europe* (Cap Bear, 2014, 5 euros) ainsi que le DVD en vente au même prix, et toutes sortes d'infos reprises sur les sites [www.no-transat.be](http://www.no-transat.be) et [www.jennar.fr](http://www.jennar.fr) mais aussi un document remarquable sur le site du Transnational Institute<sup>(1)</sup>. Nous sommes là face à un danger plus grave encore que l'accord multilatéral sur les investissements bloqué en 1998. Des lettres peuvent être envoyées aux députés et aux candi-.../...

1. <http://www.tni.org/sites/www.tni.org/files/download/ceta-fracking-briefingfr.pdf>

.../...

dats députés au PE (voir par ailleurs). Nous devons alerter les citoyens et nos représentants.

Autre source d'indignation : l'article 63§2, entré en application le 1<sup>er</sup> janvier 2012, qui prévoit une limite dans le temps aux allocations d'insertion

(voir <http://www.stop632.be/>).

Par ailleurs, la campagne d'audit ci-

toyen de la dette publique est bien lancée. Il y a là aussi un mémorandum à l'intention des candidats (1)

Nos réflexions sur la démocratie et son mode de fonctionnement ne vont pas s'arrêter avec les élections du 25 mai ; s'y ajoutera une reprise de notre réflexion sur les services publics, et plus précisément les atteintes aux services publics en cette

période dite d'austérité budgétaire (et de menace transatlantique, voir plus haut).

Pour juin inscrivons-nous au souper de fin d'année en même temps qu'à la conférence d'Arnaud Zacharie (toujours passionnant).

Et pour le mois d'août, il est temps de s'inscrire pour l'université d'été des ATTAC Europe.

L'été aussi peut être militant !

(ATTAC Wallonie Bruxelles a un tout nouveau site, grâce à Boris : <http://wb.attac.be/>.)

1. <http://www.auditcitoyen.be/wp-content/uploads/memorandum.pdf>.

## COMMENT DIMINUER LES CHIFFRES DU CHÔMAGE...ET DE LA PAUVRETÉ



Dessin de Siki - ledessindulundi.net

Pour terminer, cette phrase d'Olivier Starquit pour le 1<sup>er</sup> mai :

« Une société démocratique est incompatible avec l'énorme concentration du pouvoir économique qui existe aujourd'hui et l'on ne pourra sauver la démocratie que par son irruption dans l'économie pour contester la rationalité économique du capitalisme. La sphère économique doit être subordonnée à la logique de la démocratie. »

## ILLÉGITIME NOTRE DETTE PUBLIQUE ?

### 2. Et si c'était illégal ?

**P**ar définition, est illégale toute dette qui serait contractée sans respecter les lois en vigueur. Notre gouvernement fédéral en a établi un spectaculaire exemple en octobre 2011.

Il est alors en affaire courante. De ce fait, peut-il encore engager l'État sur des garanties financières? Il décide néanmoins par arrêté royal de se porter garant de Dexia, banque privée, à hauteur de 54,45 milliards d'euros (hors intérêts et accessoires), soit l'équivalent de 15% du produit intérieur brut (PIB) de la Belgique! Signalons au passage que le seul octroi de ces garanties a entraîné une augmentation immédiate du coût de refinancement de la dette publique.

Or, selon la Constitution, «les matières budgétaires relèvent de la compétence du pouvoir législa-

tif»(\*), donc du parlement. De plus, le Conseil d'État n'a pas non plus été consulté, également en déni de la loi.

Cependant, le gouvernement en affaire courante ne s'arrête pas encore là et va jusqu'à remettre au ministre des Finances le pouvoir de gérer et décider seul et jusqu'en 2021 (avec effets jusque 2031) l'évolution de ces garanties. En plus de ne pas se soumettre à la loi, le contenu de l'arrêté démonte aussi le processus démocratique !

Le CADTM, ATTAC Liège et ATTAC Bruxelles-2 ainsi que deux députées fédérales attaquent l'État devant le Conseil d'État pour faire annuler ces garanties. En réponse, le gouvernement dépose au parlement un projet de loi qui valide a posteriori les deux arrêtés pris illégalement. Quel aveu! Le parlement, plutôt que de dénoncer le déni dé-

mocratique, cède aux pressions du pouvoir exécutif et des marchés financiers... Il vote pour sa propre éviction dans le suivi des garanties Dexia, au moins jusqu'en 2021.

Comment une dette contractée par une procédure illégale peut-elle être légitime ?

(Prochaine chronique: Où est l'intérêt de la population ?)

Sources :

1. [www.auditcitoyen.be](http://www.auditcitoyen.be) : «Guide pour un audit citoyen de la dette»
2. [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org) : (\*) «Droits devant! Plaidoyer contre toutes les dettes illégitimes», et «Résumé du recours "Dexia" intenté par le CADTM et ATTAC contre l'État belge», et «Le CADTM opposé au gouvernement belge et à Dexia SA devant le Conseil d'État»

Broc

# PARTICIPEZ À L'ESU !



PARIS  
19-23 AOÛT 2014

**L'**université d'été européenne des mouvements sociaux accueillera entre 1000 et 1500 participants d'une vingtaine de pays différents. De votre participation et engagement dépend son succès ! Que vous souhaitiez découvrir d'autres Attac, proposer ou participer à un atelier, donner de votre temps, rencontrer des Attaciens ou simplement être présent-e à ce grand évènement, visiter Paris autrement, votre implication est la bienvenue ! Sont en préparation des dizaines d'ateliers, séminaires, rencontres débats mais aussi des temps forts culturels et un vaste programme « hors murs » d'excursions, visites et rencontres d'acteurs et d'initiatives locales.

### **Forums-débat. Séminaires. Concerts et fête !**

Le réseau des Attac d'Europe coordonne 9 forums-débat qui auront lieu du 20 au 22 de 14 à 16h. Voici un premier aperçu des thématiques :

- Défaire l'Europe austéritaire pour construire l'Europe solidaire
- Faire face à la crise humanitaire en Europe-rompre avec les poli-

- tiques d'austérité et la Troïka.
  - Quel avenir pour l'euro et pour l'UE ? - Comment arrêter le TTIP?
  - Y a pas que l'économie ! Pour une planète vivable changeons la façon de produire et de consommer.
  - Printemps arabes ou bruxellois, Indignés, occupy..., comment réanimer la démocratie ?
- Pendant trois jours complets, il sera question des multiples facettes de la crise globale, de l'urgence écologique et sociale, de l'Europe dans un monde en basculement. Mais l'ESU sera un aussi évènement citoyen, convivial et festif avec des concerts, expositions, ...

### **En pratique Où, quand, comment ?**

L'ESU se tiendra au cœur de Paris, dans les locaux de l'université Paris-VII Diderot située sur les bords de la Seine. Les séminaires, forums et ateliers auront lieu dans le bâtiment «La Halle aux Farines» et sur les quais de Seine et l'esplanade Vidal-Naquet, du 19 au 23 Août 2014. Hébergement et restauration Pour vous loger durant l'ESU 2014,

plusieurs possibilités. Nous vous conseillons de réserver bien en avance. 280 lits ont été réservés dans des hébergements collectifs pour les 5 nuits du mardi 19 au dimanche 24 août. Il s'agit de chambres de 2 à 10 lits pour un prix compris entre 23 et 33 euros par personne et par nuit, petit-déjeuner inclus.

Inscrivez-vous dès maintenant par internet sur le site : <http://www.esu2014.org>

Le tarif de participation pour cinq jours aux activités de l'ESU (hébergement, transport et nourriture non inclus) est de :

- 40 euros (tarif normal)
- 20 euros (tarif étudiant e s, chômeurs, personnes sans revenu).

Si vous êtes intéressés par un éventuel transport collectif (train ou co-voiturage) envoyez vos coordonnées (NOMS, prénom, adresse mail, tél ou gsm) à [eric.nemes@gmail.com](mailto:eric.nemes@gmail.com), avec copie à [info@liege.attac.be](mailto:info@liege.attac.be) pour le 1<sup>er</sup> juin.

## MAJO HANSOTTE

### Samedi 24 mai !

**P**our la dernière séance de notre cycle «Réinventer la démocratie», Majo Hansotte vient nous interpeller à la veille des élections à propos des intelligences citoyennes et de tout ce que nous pouvons faire pour la démocratie à notre niveau de simples citoyens. Docteur en philosophie et lettres, formatrice d'acteurs engagés, elle a développé une

méthodologie pour mettre en œuvre ces intelligences citoyennes dans les milieux sociaux. Cette approche est rassemblée dans une remarquable brochure, fruit de nombreuses années de recherches et de pratique de terrain. Majo Hansotte retracera pour nous les composantes de l'espace public. Elle présentera la dynamique des intelligences citoyennes et leurs

quatre formes pour, ensuite, poser les jalons d'une construction collective de l'action

Assurément une rencontre à faire et une brochure à découvrir ce samedi 24 mai, de 14 heures à 17 heures, à la **salle Wittert ULg** place du 20 août, **attention changement de lieu.**

# SYNDICATS : DÉFENSE D'UN MODÈLE DE CIVILISATION

**P**our que puisse s'exercer la démocratie sociale et économique, il faut que les travailleurs (au sens large) puissent compter sur des services publics bien soutenus, une sécurité sociale garantie, des lois sociales qui les protègent (et pas qui les éjectent), des relations collectives de travail, et la liberté d'action collective. Or aujourd'hui chacun de ces éléments est remis en cause : il y a criminalisation du militantisme (action juridique contre les piquets de grève, sanctions administratives communales qui peuvent par exemple empêcher un camping devant une entreprise), court-circuitage des syndicats, modification de la philosophie même des négociations collectives où ce qui se négocie n'est plus un plancher (un minimum dans le secteur) mais un plafond (chaque entreprise négociant à la baisse), définancement de la sécurité sociale, blocage des salaires, création de tensions entre

les travailleurs... C'est ce que nous rappelle Tony Demonte, secrétaire général adjoint de la CNE, une des sept centrales de la CSC. Deux exemples récents illustrent la dictature de la Troïka qui vient remplacer tout débat démocratique : le TSCG et le Grand marché transatlantique avec les accords négociés avec la Canada (CETA) et avec les États-unis (TTIP). Or dans les deux cas, les enjeux sont cruciaux pour les syndicats – et la défaite cuisante si jamais les accords négociés devaient se concrétiser..

En Grèce suite aux pressions de la Troïka, nous observons la montée du néonazisme, la disparition des services publics,... Et si nous n'y prenons garde cela pourrait arriver chez nous très bientôt, Daniel Richard (secrétaire régional de la FGTB Verviers) nous le rappelle. (Il nous recommande le remarquable exposé de Laurent Cordonnier à l'Université de Lille en 2010 \*)

Le salaire (qui paie un temps contraint plus que la force de travail) est la condition de l'exercice de la citoyenneté (alors que c'était la propriété privée qui était déterminante dans l'Ancien Régime). Le remettre en cause, c'est remettre en cause la démocratie. Mais aujourd'hui face à la sécurité sociale qui est un élément de civilisation, face à l'utilisation des services publics pour mettre l'économie au service de la population, les théories néolibérales tendent à réduire l'espace non marchand à rien et à exalter l'individualisme.

Nous pourrions / devrions retourner au projet de société du Conseil national de la Résistance (voir le film de Gilles Perret, *Les jours heureux*) : défense du salaire, de la sécurité sociale, des services publics, fiscalité progressive, une presse libre et indépendante du pouvoir financier.

\* <https://www.youtube.com/watch?v=8d3FMSwmHmU>.

## DÉCLARATION D'OPPOSITION

### aux hydrocarbures non conventionnels (comprenant le gaz de schiste), à la fracturation hydraulique et aux traités de libre-échange

**Il est demandé aux candidats aux prochaines élections du Parlement Européen, de s'engager à**

- faire respecter véritablement les principes de précaution inscrits dans le Traité sur l'Union européenne et à soutenir un moratoire sur l'utilisation de la fracturation hydraulique pour tous les projets existants et futurs d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures ;
- intégrer dans la législation européenne actuelle les spécificités des énergies fossiles non-conventionnelles (voir ce qui existe en d'autres domaines : directive-cadre sur l'eau DCE/WFD ; enregistrement, évaluation et autorisation des produits chimiques REACH ; directive sur l'étude

d'impact environnemental EIA ; directive-cadre sur la gestion des déchets de l'industrie extractive MWD ; directive relative aux émissions industrielles IED, etc.) ;

- rejeter les mécanismes antidémocratiques dans les accords de libre échange et d'investissement (en particulier les accords AECG/ CETA et PTCI/TTIP/TAFTA) que les multinationales – dont celles de l'industrie pétrogazière – pourraient utiliser pour remettre en cause les politiques environnementales, sociales et de santé publique ;
- s'opposer particulièrement au mécanisme de règlement des différends Investisseurs / États (ISDS) compris dans les traités de libre-échange, qui pourrait empêcher les décisions des gouvernements visant à interdire

l'utilisation de la fracturation hydraulique ;

- soutenir la création d'un registre européen d'inscription obligatoire des lobbyistes et à exiger que tous les officiels de l'UE (membres de la Commission européenne, fonctionnaires de la Commission, membres du Parlement Européen) tiennent à jour une liste en ligne mentionnant toutes les rencontres organisées avec les lobbyistes ;
- promouvoir une véritable transition énergétique fondée sur les économies d'énergie et l'efficacité énergétique, les énergies propres et renouvelables et une stratégie ambitieuse d'abandon de toutes les énergies fossiles.

# LA COUPE EST PLEINE !

Marianne Rathmès



## *La Coupe est pleine !*

*Les désastres économiques et sociaux des grands événements sportifs.*

Ouvrage collectif- 140 pages

Édité par le CETIM

10 euros

**N**ous le savons, on nous en a parlé : les JO et autres événements sportifs internationaux ont des effets désastreux sur le plan économique, social et environnemental. Mais il faut lire ce petit livre édité par le CETIM pour en être convaincu et arriver à être encore étonné par les stratégies des acteurs politiques et des transnationales.

Ces jeux sont présentés à la population comme une chance de stimuler le développement économique, de créer de l'emploi et de faire avancer le pays.

« La FIFA et le CIO seraient-ils donc ces ONG de la « Mondialisation heureuse » comme le prétend Pascal Boniface, géostratège médiatique ? » (Fabien Ollier, p.15).

On ne peut pas ignorer que la FIFA et le CIO sont de plus en plus souvent impliqués dans des affaires de corruption. Elles utilisent en collaboration avec leurs partenaires privés, les grandes multinationales, telles que Coca-Cola, Mac Donalds, Kodak etc..., des méthodes mafieuses afin de maximiser les profits. Lorsque les jeux sont terminés, elles privatisent les gros bénéfices et socialisent les pertes (refrain connu).

« Le dossier de candidature des villes qui est un document secret (financé par les sociétés transnationales

nales qui ont un intérêt financier direct), présente des calculs faussés » (Eddie Cottle et Mauricio Rombaldi, p.64). Les budgets de départ sont toujours largement sous-évalués et les pays organisateurs se retrouvent avec des dettes impayables : Montréal a mis 30 ans pour rembourser ses dettes des jeux de 1978 ; la Grèce s'est enfoncée avec des coûts cent fois supérieurs à ce qui avait été prévu au départ pour ses JO de 2004. Toutes ces dettes sont remboursées par des mesures d'austérité, des coupures dans les services sociaux et donc un appauvrissement de la population.

« La signification des JO et du Mondial, bien loin des illusions infantiles de « fête » et d' « amitié », réside dans une implacable stratégie de croissance illimitée du marché et des opérations financières juteuses « entre amis ». La civilisation, synonyme de civilisation de la concurrence sans limites et des profits pour une minorité de prédateurs, se construit en marche forcée sous la férule du CIO et de la FIFA, véritables machines à cash. » (Fabien Ollier p.22).

Tous les pays qui accueillent ces grands événements sportifs fabriquent « l'image idéale » d'une société afin d'attirer les investisseurs. La Chine a fait appel à des architectes d'envergure internationale pour construire de nouveaux bâtiments publics onéreux et souvent inaccessibles, comme les jeux eux-même, à la population chinoise et ceci afin de changer l'image de Pékin de ville socialiste poussiéreuse en métropole moderne et « design ».

En Afrique du Sud, les habitants des townships situés sur les lieux de construction des « espaces FIFA » sont entassés dans des zones de « relogement temporaire » complètement sinistrées.

Au Brésil, les favelas sont pacifiées à coups de répression militaro-policière. Le CIO et la FIFA ont exigé que leurs communautés misérables ne puissent pas fréquenter l'environnement proche des stades.

Le même genre de pratiques se déroule dans tous les pays organisateurs

et permet à ceux-ci de contrôler ces populations et de réorganiser la ville en chassant les pauvres et en laissant ainsi libre-cours à une spéculation immobilière effrénée.

Bien sûr, comme d'habitude, ces événements et les dépenses qui en découlent sont justifiées, auprès de la population, par une croissance de l'emploi.

Les ouvriers « constituent l'armée de sous prolétaires spoliés et corvéables à merci qui bâtissent en un temps record, dans le cadre d'une juridiction d'exception » (Fabien Ollier p.27), toute l'infrastructure nécessaire. Ils sont sous-payés, mis sous pression lors des retards accumulés (cadences, heures supplémentaires...) et par exemple à Pékin, des enfants de 12 ans étaient utilisés sur les chaînes de montage pour des journées de travail de 12 heures, 7 jours sur 7, dans des conditions d'hygiène douteuses. Tous ces excès ont naturellement provoqué dans certains pays et plus spécialement en Afrique du Sud, des émeutes, des manifestations et des grèves, une forte mobilisation de tous les syndicats, le large soutien de la population et une campagne médiatique pour le travail décent « Fair Games-Fair Play ».

En août 2009, une conférence fut organisée par l'union des syndicats et il fut unanimement reconnu que l'unité devait se faire au delà du secteur de la construction dans l'avenir, d'où la nécessité d'élargir la campagne pour plus d'efficacité afin de satisfaire les revendications pour un travail décent. Cependant l'alliance fut formée trop tard pour obtenir des résultats significatifs pendant la coupe du monde en Afrique du Sud. Il fut décidé d'exporter le modèle de la campagne à l'occasion de futurs grands événements avec pour horizon la Coupe du monde de football au Brésil en 2014.

Un poste budgétaire important est celui de la sécurité ; après la stratégie de « nettoyage des villes » et sous prétexte de parer à toute éventualité d'une menace terroriste, les .../...

## LA COUPE EST PLEINE !

.../...

grandes multinationales de la sécurité ont fait exploser les budgets en imposant via le CIO leurs technologies de surveillance et de protection. Elles ont veillé également à ce que ces méthodes perdurent après les JO car le marché de la sécurité est, naturellement, un marché très lucratif.

« Les JO sont des opportunités spécialement importantes pour cimenter toujours plus le boom de l'industrie de la sécurité. Ils sont la vitrine par excellence de la sécurité mondiale à travers laquelle les États et les sociétés transnationales

peuvent promouvoir leurs derniers produits de haute technologie sur des marchés mondiaux en plein essor tout en retirant des profits maximums» (Stephen Graham.p.135).

Leurs ambitions ne s'arrêtant pas là, dernièrement, il a été annoncé que G4S (compagnie de sécurité la plus importante du monde) serait la première compagnie de sécurité à gérer les commissariats du Royaume-Uni avec presque la moitié des forces de police du Lincolnshire passant dans les rangs de cette entreprise.

Après la lecture de ce petit livre, on se dit qu'il n'y a rien d'étonnant dans cette logique capitaliste et néolibérale exacerbée et qui nous encercle de toutes parts.

Les élections approchent, interrogeons nos politiques : sont-ils toujours prêts à défendre la venue de ces événements sportifs chez nous au détriment des ouvriers, des pauvres et des contribuables ?

## MONDIALISATION, QUI GAGNE ET QUI PERD



**Arnaud Zacharie,**

*Mondialisation, qui gagne et qui perd. Essai sur l'économie politique du développement,*

La Muette, 2013, 553 p., 25 euros

**J**eune diplômé en Information et communication de l'Université de Liège, Arnaud Zacharie était membre d'ATTAC à la première heure et en a été un brillant porte-parole ; il a par la suite également travaillé au CADTM où déjà il a publié plusieurs ouvrages de politique internationale. Depuis 2008, il est secrétaire général du CNCD et est en plus chargé de cours dans son université.

Dans ce livre-somme en partie lié à une thèse de doctorat de tout haut niveau défendue en 2013 en sciences politiques («*L'impact des politiques internationales de financement du développement sur les marges de manœuvre politiques des pays en développement selon la grille d'analyse 'centre/périphérie'*»), il scrute l'évolution des politiques commerciales et des politiques d'investissement et examine les différentes formes de mondialisation à l'œuvre sans oublier jamais leurs conséquences sur les populations. C'est ainsi qu'il confirme l'augmentation des inégalités internes, sauf là où les gouvernements ont mis en place des politiques sociales, comme dans certains pays d'Amérique latine. Un thème récurrent est qu'en fait les états sont moins impuissants que ce qu'ils prétendent, mais se lient trop souvent les mains. Ainsi, alors que nous avons coutume d'accuser les accords de Marrakech et l'OMC de tous les maux découlant de la libéralisation des échanges, il montre que ce sont les états eux-mêmes qui ont été «*les véritables pilotes du processus de libéralisation* » (325), ceci bien qu'en dépit des discours, les accords commerciaux portent presque toujours directement at-

teintes à des droits fondamentaux comme la santé. À partir de l'évolution économique contrastée de trois pays 'du Sud' (la Corée du Sud, la République démocratique du Congo et l'Argentine), il nous fait comprendre le rôle de l'État, du traitement de la dette publique, des institutions financières internationales. Comme «*les chemins du développement peuvent se révéler multiples* », la seule «*recette* » est de préserver les marges de manœuvre politiques.

Au lieu de les lamener comme c'est le cas avec les accords transatlantiques actuellement négociés ?

Invitation à une conférence-débat avec Arnaud Zacharie le mardi 24 juin 19 h à l'Aquilone + souper de fin d'année !

Inscription indispensable pour le souper, avant le mercredi 18 juin, au menu poulet à la turque ou assiette végétarienne + dessert pour 15 euros : [info@liege.attac.be](mailto:info@liege.attac.be) ou 043491902

# FRACTURATION HYDRAULIQUE

## et autres (terribles) fredaines

Josiane Marquet

**N**ous le savons, les réserves de pétrole accessibles par des méthodes conventionnelles (c'est-à-dire disponible en nappes souterraines) s'épuisent. Il s'agit après tout d'une ressource fossile, au même titre que le charbon... ou l'uranium. Cela devrait nous amener, très vite, d'une part à repenser notre mode de consommation de l'énergie (ce qui par ailleurs est devenu un impératif aussi au regard du changement climatique) et d'autre part à développer l'utilisation de ressources énergétiques renouvelables (hydrauliques, solaires, éoliennes). Nous savons aussi hélas que nous en sommes loin. Les sociétés extractrices de pétrole disposent de lobbys puissants qui nous font miroiter l'eldorado du gaz et du pétrole de schiste. La mobilisation contre ces illusions dangereuses peut compter sur nombre d'études et d'outils d'explication, dont des films comme *No Future* (en français, *Sans lendemain*) ou *Gasland*, et sur des militants qui connaissent le sujet de l'intérieur, dont Francis Leboutte, ingénieur civil, qui à partir de ces films ou de ces textes expliquent encore et encore combien le danger est grave.

*Gasland*, le documentaire de Josh Fox, montre le rôle des lobbys pétroliers qui font le siège des gouvernements et la puissance des industriels à convaincre, financièrement, les propriétaires des terrains convoités. Les industriels veulent obtenir de ceux-ci qu'ils leur cèdent en location leurs terres, le plus souvent agricoles, ceci en les obligeant, ce qui est déjà suspect, à une clause de confidentialité. Défense de révéler à quiconque, surtout pas à la presse, ce qui pourrait advenir quant aux risques liés à la fracturation !

Il s'ensuit que tous les effets négatifs (et c'est un euphémisme) présentés dans ce film ne sont connus que grâce à des enquêtes initiées par des habitants impliqués eux-mêmes, dont certains osent à peine parler à visage découvert. Mais chez tous ces témoins, le même ver-

dict, en plus ou moins grave, et toujours avec des conséquences énormes au point de vue de l'environnement : l'eau polluée pour longtemps, sinon pour toujours, qui prend feu !, impropre assurément à la consommation, provoquant des maladies chez les hommes et les animaux, la mort des poissons dans les rivières, etc.

Et bien entendu, aucun responsable !

Ce qu'il est important de savoir, c'est que, malgré les plaintes aux autorités et des enquêtes aux résultats sans appel, tout est nié, même par l'agence fédérale de l'environnement ! Circulez, il n'y a rien à voir !

### **Vous avez dit « lobbys » ?!!**

Il faut dire aussi que dans une vision à très court terme, certains gouvernements croient y voir la voie vers l'autonomie énergétique et sont dès lors prêts à soutenir la recherche effrénée de toujours plus de profits des compagnies pétrolières.

Pourtant la méthode de fracturation de la roche, pour laquelle il faut creuser à des profondeurs allant parfois jusqu'à trois kilomètres, implique d'ajouter à l'eau et au sable un cocktail d'environ 365 produits chimiques toxiques. En se fracturant, la roche laisse le mélange nocif se répandre dans les nappes phréatiques. Résultat, les puits des particuliers et l'eau du robinet sont à la fois extrêmement pollués et saturés en gaz. De plus, les compagnies, guidées, comme on l'a dit par la recherche du plus grand profit à court terme, déversent parfois directement dans les rivières leurs déchets toxiques. Ajoutons que les rejets gazeux dans l'atmosphère polluent l'air qui non seulement devient irrespirable, mais est responsable de nombreuses maladies des bronches. Tout ceci, par la fracturation, certes, mais qui n'est possible que par l'aveuglement des responsables et le manque de réglementations.

Il faut savoir aussi que pour un même gisement, il est nécessaire de

creuser plusieurs puits et que chaque réserve s'épuise très vite, rendant nécessaire d'autres creusements et donc des dégâts environnementaux et sociaux toujours plus étendus. C'est ainsi que la plupart des résidents se voient dans l'obligation de fuir leur terre (sans compensation).

Il n'existe pas de « fracturation propre » possible.

Dans ce domaine aussi, l'humanité est arrivée à un tournant. Soit elle choisit de continuer à se perdre en cherchant à tout prix des énergies fossiles (de type conventionnel ou non), de plus en plus rares, difficiles à extraire, donc de plus en plus chères et de plus en plus polluantes, soit elle se tourne résolument vers des énergies renouvelables, vers la recherche, et en première ligne vers un mode de vie beaucoup plus économe en énergie. Certains diront, après *Sans lendemain*, après *Gasland* et bientôt *Notre poison quotidien* (documentaires projetés en points de départ de débats à Seraing, dans le cadre de la collaboration entre ATTAC-Liège et le cercle Leonardo da Vinci), que nous avons une vision bien trop pessimiste et seraient tentés de se cacher la tête sous le tapis. C'est bien cependant ce qui nous attend ici en Europe si les accords transatlantiques sont signés. C'est la raison pour laquelle, il faut en parler autour de soi, conscientiser, cent fois sur la table remettre le couvert. Car comme le dit la légende de Dracula, plus ces négociations secrètes qui concernent notre avenir seront divulguées au grand jour devant le plus grand nombre, plus elles perdront de leur nocivité.

### **Croyons en notre pouvoir de résistance !!**

Un appel aux candidats au Parlement européen est disponible au secrétariat ; voir bas de la page 5



# L'ÉQUATION « MARCHÉ = DÉMOCRATIE » ?

## Une chausse-trappe !

Englebert Renier

**V**oici tantôt quarante ans que les peuples du monde, progressivement dépouillés de leurs services publics, vivent sous le règne toujours plus pesant des forces privées du marché. Règne soutenu par une propagande qui martèle son soi-disant argument massue : le marché, c'est la démocratie !

L'Union européenne nous en rebat les oreilles, de cet argument ! Lequel renvoie, entre autres, à l'école du public choice née en Virginie durant les années 1970. École dont les tenants prétendent que la démocratie fonctionne comme un marché : les électeurs et les élus échangeraient des votes contre des décisions politiques. Dans la campagne électorale, les candidats offrirait leurs programmes ; dans l'isoloir, les votants choisiraient celui qui leur assure le meilleur rapport coût / avantages.

L'école du public choice, qui assimile donc la démocratie à un marché, participe du bouillonnement réactionnaire qu'a soulevé la contre-réforme « néo » ou « ultra » libérale. Et tout porte à croire qu'elle s'est développée sur le terreau préparé par Joseph A. Schumpeter (1883-1950) et Anthony Downs (né en 1930).

Dès les années 1940, dans son ouvrage célèbre *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Joseph A. Schumpeter affirmait que la démocratie moderne, « lutte concurrentielle » pour rallier les suffrages des électeurs,

était un « produit du processus capitaliste ». Il se plaisait à faire valoir le trait d'esprit d'un politicien « accompli » : « ce que les hommes d'affaires ne comprennent pas, c'est que, tout comme ils opèrent sur le pétrole, j'opère, moi, sur les votes ».

Quant à Anthony Downs, il publiait en 1957 *An Economic Theory of Democracy*.

Au dernier chapitre de ce livre retentissant, il rappelait sa « thèse centrale » : les partis politiques sont, dans le régime démocratique, ce que les entrepreneurs sont dans une économie tournée vers le profit. Pour atteindre leurs objectifs « privés », ils élaborent toutes les politiques qui, pensent-ils, rapporteront le plus de voix, à l'instar des entrepreneurs qui fabriquent tous les produits dont ils espèrent retirer le plus de bénéfices.

Cette réduction systématique de la démocratie à l'économie de marché capitaliste s'appuie sur l'idée que le citoyen n'est pas davantage qu'un consommateur. Idée fautive qui ravalait l'intérêt public au rang des intérêts privés.

Le postulat qui veut que la démocratie soit liée consubstantiellement au capitalisme ne résiste pas à l'analyse.

La vérité, soulignait déjà Julien Freund il y a près d'un demi-siècle, c'est que le système économique peut changer sans modifier pour autant le régime politique ou inversement. Le rapport entre capita-

lisme et démocratie n'est donc ni corrélatif ni nécessaire, ce qui signifie, pour le dire autrement, que l'existence du capitalisme n'entraîne pas celle de la démocratie.

C'est dans son essai *Le Nouvel Âge* édité en 1970 que Julien Freund tirait cette conclusion, laquelle n'a jamais été réfutée. Depuis lors, deux exemples frappants sont d'ailleurs venus la corroborer : le capitalisme se déploie aujourd'hui en Chine communiste après avoir fleuri sous la dictature chilienne d'Augusto Pinochet.

Au temps des politiques interventionnistes du type New Deal, le capitalisme, régulé, vendait sa marchandise, sans plus. Maintenant qu'il règne en maître sur presque toute la planète, il use et abuse de son hégémonie pour liquider les contraintes de la démocratie.

Voilà bien le piège dans lequel nos gouvernements sont tombés, faute d'avoir su reconnaître que mener une vaste et puissante politique de dérégulation, de libéralisation, d'internationalisation et de globalisation des marchés devait immanquablement conduire à concentrer les richesses, à paupériser les masses, à provoquer l'instabilité, à délocaliser le pouvoir et à mettre en péril l'ensemble des valeurs démocratiques.

Ce piège, Joseph E. Stiglitz, prix Nobel d'Économie en 2001, ancien chef économiste de la Banque Mondiale, l'a parfaitement dénoncé dans *Le Prix de l'inégalité*, ouvrage de fond auquel l'hebdomadaire français *Marianne* (France) a consacré un bon compte rendu sous le titre révélateur *Les marchés contre la démocratie*.

Somme toute, l'équation reçue « marché = démocratie » est un mensonge visant à donner aux inégalités sociales un semblant de légitimité et ainsi qu'à justifier tant l'enrichissement des plus fortunés que le sacrifice des moins nantis. Mensonge qui, sans cesse répété, a fini par imposer sa « démocratie de marché »,... dernière en date des démocraties falsifiées.



Dessin de Stiki : ledessindulundi.net

# LA DETTE CACHÉE DE L'ÉCONOMIE

Christine Pagnouille



**Renaud Duterme, Éric De Ruest,**  
*La dette cachée de l'économie*  
Paris, Les Liens qui libèrent, 2014,  
16 euros (gratuit si vous êtes  
membre du CADTM)

**C**e lundi 31 mars, le journal *Le Soir* consacre une pleine page au deuxième volet du rapport du GIEC. Les eaux montent. Les terres disparaissent. Les nappes phréatiques s'assèchent. Et la production alimentaire diminue alors que le nombre de bouches à nourrir augmente. Certes, les catastrophes naturelles n'arrangent pas les choses, mais d'autres causes structurelles ne sont même pas évoquées. Tout d'abord l'accaparement des terres arables qui a commencé en Europe à la fin du Moyen Âge (quand les propriétaires terriens expulsent des communautés villageoises), s'est accéléré avec la colonisation européenne du «nouveau monde» et ses cultures d'exportation et se poursuit allègrement sous l'égide de multinationales de l'agroalimentaire, voire de l'agroénergie. Résultat : les paysans dépossédés soit vendent leur force de travail et se retrouvent à cultiver, disons, du colza transgénique pour une bouchée de pain frelaté, soit vont s'entasser dans les bidonvilles où la misère engendre la violence du désespoir. Autre cause plus récente : la généralisation de l'utili-

sation d'engrais et de pesticides de synthèse dans des monocultures industrielles dont il est aujourd'hui prouvé qu'elles détruisent les sols et assèchent les réserves d'eau douce.

C'est de cela qu'il est question dans ce petit livre d'une admirable clarté tant dans l'écriture que dans la structure. Il déploie pour nous les différents volets de la 'dette écologique', cette dette contractée par un système productiviste basé sur le profit envers la planète, certes, mais surtout, partout, envers ceux qui ont été dépossédés, ceux qui meurent de faim ou de malnutrition ou de l'une ou l'autre de ces maladies provoquées par la pollution, quand ce n'est pas brutalement, dans quelque catastrophe prévisible et non prévenue, comme Bhopal 1984 ou Fukushima 2011.

En gros, nous savons tout ce que nos auteurs expliquent ici, mais ils ajoutent des détails, des références (leur bibliographie, elle aussi, est admirable), et un regard exhaustif sur les problèmes que nous avons créés.

Ainsi l'inventaire des raisons de dénoncer le nucléaire, qui se prétend «énergie propre», est-il particulièrement complet : problème lancinant des déchets, extrême dangerosité, coût social et environnemental de l'extraction d'uranium (dont les réserves s'épuisent), coût financier socialisé, consommation d'eau douce, coût énergétique ahurissant (il requiert plus d'énergie qu'il n'en produit), renforcement du complexe militaro-industriel (144-47). Ce réquisitoire s'inscrit dans un chapitre qui relève les différents effets d'aubaine que peut représenter la crise écologique pour le capitalisme, à commencer par les crédits carbone, ingénieusement mis en place par Al Gore et ses amis de Goldman Sachs au moment où il lançait le film *Une vérité qui dérange* ; les agrocarburants, qui s'avèrent être une abomination sur tous les plans, même le rejet de CO<sub>2</sub> ; la géo-ingénierie (notamment le déversement en haute altitude de particules d'aluminium et de

soufre : une autre bombe à retardement.

Le chapitre sur le pétrole inclut une liste de marées noires en Europe, les conséquences environnementales et sociales de l'exploitation de l'or noir, son impact politique (l'Irak, bien sûr, mais déjà Mossadegh en Iran en 1953) et l'aberration que constitue la fracturation hydraulique pour libérer le gaz de schiste.

Un autre chapitre glaçant détaille le rôle des guerres, par les dépenses militaires et les destructions, mais aussi par l'utilisation de poisons puissants, de l'ypérite à l'Agent orange.

Mais l'agriculture mondialisée, sous le vocable attrayant de «révolution verte» n'est pas en reste d'épandages toxiques.

Afin de poursuivre cette mise à sac, les puissances économiques et financières (qui peuvent compter sur un relais politique et médiatique par un système complexe de prébendes, de pantouflage, ou simplement de lavage de cerveau) utilisent l'arme de l'endettement. L'annulation des dettes illégitimes devrait donc être un de nos premiers objectifs. S'il faut modifier notre façon de consommer, rien ne sera possible sans aller à la racine du problème, la recherche du profit.

Bon c'est le printemps, les merles chantent, le cerisier est en fleurs. (Tiens, vous avez remarqué aussi, il y en a de moins en moins, des merles...)

## CONTRE-CHAMPS, CONTRE-POUVOIR ?

**L**a presse, et aujourd'hui plus généralement les médias, sont un élément constitutif de la démocratie. Ils représentent un véritable contre-pouvoir que toute dictature va immédiatement tenter de neutraliser. Telles sont deux des constatations de départ d'Hugues Lepaige, ancien chroniqueur à la RTBF, rédacteur de la revue *Politique*, auteur de documentaires (dont *Il Fare politica*, chronique de la Toscane rouge) et d'un blog passionnant. Mais il constate aussi à quel point ce pouvoir critique s'est émoussé au fil des fusions, rachats et autres privatisations, qui aboutissent à un conformisme parfois même pas conscient aussi chez les journalistes de service public. À ses yeux, ce qui devrait distinguer la radio-télévision de service public de son pendant privé, c'est que la première doit donner, non des réponses mais des éléments qui permettent de

comprendre des situations complexes et de mener une politique de l'offre, en se rappelant les paroles de Lord Reid en 1932 : celui qui se flatte de donner au public ce que le public demande crée une demande pour la médiocrité. Après un véritable âge d'or de la télévision éveilleuse de consciences, il a vécu, dans les années 80, le retournement vers l'ultralibéralisme. En rappelant ce dimanche de novembre 1985 où les journalistes de la RTB devaient décider si oui ou non ils relayeraient les images de l'adolescente colombienne en train de mourir dans la boue, il souligne l'importance du contre-champ (qui permet de voir le contexte dans lequel se déroule cette longue agonie) pour permettre une perception critique et informée. Depuis le milieu des années 1980, il observe une tendance croissante à la «faitdiversification» de l'info, mais il note qu'il n'y a que rarement une pression di-

recte. Il s'agit plutôt, et de façon bien plus pernicieuse, d'une adhésion inconsciente à un modèle unique, qui exclut l'alternative. Or le journaliste doit montrer qu'il y en a, il doit être la voix de la résistance. Pour cela, il est clair qu'il lui faut un minimum de sécurité d'emploi et que la généralisation des contrats précaires combinée à l'exigence de 'productivité' ouvre la voie aux groupes de pression (pourquoi se tracasser pour rédiger un texte alors que le communiqué transmis par GDF Suez est déjà là ?).

Parmi les voies mentionnées pour contrer cette tendance au conformisme et à la médiocrité, Lepaige mentionne l'utilisation des réseaux sociaux, le combat politique de défense des services publics, et l'éducation aux médias dans les écoles.



# L'AGENDA D'ATTAC LIÈGE

[www.local.attac.org/liege](http://www.local.attac.org/liege)



## Jeudi 22 mai, à 19h30

*Les élections pour les nuls*

Programme des partis : analyse des tendances

Salle moyen Physique, ULg, pl. XX août

## Samedi 24 mai, 14h00-17h00

« Réinventer la démocratie » : Les intelligences citoyennes, avec Majo Hansotte

Salle Wittert, ULg (entrée 7 pl. du XX août, dans la cour)

## Lundi 2 juin, à 19h30\*

Réunion de coordination Attac-Liège.

## Mercredi 4 juin, à 19h30

*La fiscalité et ce qu'elle nous réserve encore,*

Marco Van Hees

Dans les locaux de la CGSP Huy, rue du Neuf Moustier 8, 4500 Huy.

## Samedi 14 juin, 10h00-13h00

*Les moissons du futur, ciné-débat*

Centre culturel Leonardo da Vinci, rue Cockerill 84, Seraing.

## Lundi 16 juin, à 19h30\*

*L'argent ça sert à quoi ?*

Cycle animé par Vicky Goossens

## Mardi 24 juin, à 19h00

Conférence-débat avec Arnaud Zacharie,

*Mondialisation – qui gagne qui perd ?*

Aquilone, 25 bd Saucy, 4020 Liège.

## Lundi 7 juillet, 19h30

Réunion du groupe de coordination

chez Christine Pagnoulle

## Du mardi 19 au samedi 23 août

Université d'été des Attac d'Europe

A l'université Paris-VII Diderot, Paris

## L'autre agenda

### Samedi 14 juin, à partir de 9h30

Credal fête ses 30 ans.

### Samedi 21 juin, à 10h00

Sonnez les matines : Jean Faniel

Rencontres matinales au point culture de Liège (ex-médiathèque)

### Du 12 au 14 septembre

Rencontre d'été du CADTM Belgique

Plus d'infos à venir

## SOMMAIRE

Édito	2
Chronique 'dette'	3
Annonce Univ. d'été	4
Majo Hansotte	4
Syndicats	5
Déclaration	5
'La coupe est pleine !'	6
Arnaud Zacharie	7
'Fracking'	8
Marché = démocratie ?	9
Dette écologique	10
Médias	11
Agenda	12

\*Au centre liégeois du Beau-Mur, rue du Beau-Mur, 48

LES SERVICES PUBLICS SOUMIS  
AUX RÈGLES DU MARCHÉ PUBLIC...



Illustration de Thom, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0/be